

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CLIS

REUNION DU 23 juin 2014 – PROCES-VERBAL

Etaient présents :

- M. Jean-Louis CANOVA, conseiller général de la Meuse, président,
- M. Roland CORRIER, conseiller général de la Meuse,
- M. Bertrand OLLIVIER, conseiller général de la Haute-Marne,
- M. Claude DELERUE, commune d'Effincourt,
- M. Henri FRANÇOIS, commune de Saudron,
- M. Daniel LHUILLIER, maire d'Abainville,
- M. Stéphane MARTIN, maire de Gondrecourt le Château,
- Mme Claire PEUREUX, commune de Paroy sur Saulx,
- M. Denis STOLF, maire de Treveray,
- M. Jean-Marie MALINGREAU, CFTC,
- M. Jean-Paul LHERITIER, UPA,
- M. Francis LORCIN, représentant des professions médicales,
- M. Pascal NAUDIN, représentant Mme la Préfète de la Meuse,
- M. Jean-Michel FERAT, ASN,
- Mme Martine HURAUT, représentant M. BAILLET, ANDRA,
- M. Benoît JAQUET, Mlle Laetitia COLON et Mme Sandrine JEANDITPANNEL, CLIS.

Etaient représentés :

- Mme Nelly JAQUET, conseillère régionale de Lorraine,
- M. Daniel RUHLAND, conseiller général de la Meuse.

Etaient excusés :

- M. Antoine ALLEMEERSCH, conseiller général de la Haute-Marne,
- M. Christian DUBOIS, conseiller général de la Haute-Marne,
- M. Gérard ANTOINE, maire de Bure,
- M. Jean COUDRY, CGC,
- M. Yves THERIN, MEDEF,
- M. Jean-Marc FLEURY, EODRA,
- Mme Corinne FRANÇOIS, Burestop 55,
- M. Jacques LERAY, CEDRA,
- M. Marc DESCHAMPS, représentant des personnalités qualifiées.

Etait invitée :

- Mme Elisabeth JEANSON, maire de Baudignecourt.

1) Approbation du PV du CA du 24 février 2014

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 24 février 2014 est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

2) Vice-présidence

Après avoir accueilli les nouveaux membres désignés lors de la dernière AG (Mme PEUREUX et MM. LHUILLIER et STOLF), M. CANOVA rappelle qu'il est nécessaire de nommer un nouveau vice-président (dont la principale tâche est de suppléer le président en cas d'absence ou de le représenter) pour deux ans, parmi les membres du CA, M. FERNBACH n'étant plus membre du CLIS suite aux élections municipales de mars. Cette désignation aura lieu au cours du prochain CA mais il souhaite savoir s'il y a déjà des candidats, sachant qu'il sera possible de se déclarer le jour même. Il indique que M. FLEURY lui a fait part de son intention de se présenter.

M. MARTIN demande s'il est possible de désigner M. FERNBACH comme membre du CLIS au titre des personnalités qualifiées, et s'il est désigné, si il peut être membre du CA. M. CANOVA confirme qu'il y a bien deux places disponibles dans le collège des personnalités qualifiées et qu'il serait utile de le compléter, avec l'incertitude concernant le mode de désignation de nouveaux membres du CLIS (sur ce point, M. NAUDIN précise que la réponse du ministère est imminente*). M. CANOVA ajoute que ce collège dispose déjà d'un représentant au CA, M. DESCHAMPS, tel que prévu par les statuts.

En réponse à M. LHUILLIER, il est précisé que les statuts ne prévoient pas que le président et le vice-président représentent l'un la Meuse et l'autre la Haute-Marne.

Concernant la désignation du vice-président, M. LHERITIER présente également sa candidature.

3) Comité de liaison et commissions

M. CANOVA signale que le comité de liaison mis en place pour améliorer les relations entre le CLIS et l'ANDRA ne comporte plus que 3 membres du CLIS (MM. CORRIER, COUDRY et DESCHAMPS) et qu'il est important que de nouveaux membres y participent. Sont volontaires Mme PEUREUX, MM. LHERITIER, LHUILLIER, OLLIVIER et STOLF.

Concernant les commissions, il est nécessaire de trouver un nouveau président pour la commission « Communication ». Elle sera réunie rapidement (en invitant les membres du CA) à cette fin.

Pour la commission « Environnement-santé », la prochaine réunion, élargie à l'ensemble des membres du CLIS, aura pour objet la présentation du travail des Observatoires Régionaux de Santé de Lorraine et Champagne-Ardenne sur la mise en place d'un état de référence sanitaire.

M. LHERITIER indique que la commission « Réversibilité » attend une réponse de M. BEREST, de la CNE, pour le choix d'experts sur les matériaux, ce qui déterminera le programme de travail. En lien avec le thème, il est signalé que l'ANDRA organise un colloque sur la mémoire à Verdun, du 15 au 17 septembre. Mme PEUREUX, MM. CORRIER, COUDRY et MALINGREAU souhaitent être inscrits.

M. FRANÇOIS attend des informations de l'ANDRA avant de décider d'une date pour réunir la commission « Localisation ».

4) Actualité de l'ANDRA

Mme HURAUT rappelle qu'elle a présenté lors de la dernière AG les suites que l'ANDRA entendait donner au débat public, avec notamment une proposition de définition de la réversibilité remise au gouvernement.

Avant le dépôt de la DAC (éventuellement en 2017), trois documents importants seront publiés en 2015 : l'un sur la sûreté, l'autre sur les options techniques de récupérabilité, et le plan directeur d'exploitation. Est paru également le programme de recherche 2013/2017 qui pourrait être présenté au CLIS.

Mme HURAUT indique que le comité de liaison a approuvé la proposition d'organiser début septembre une journée de formation pour les membres du CLIS, anciens et nouveaux, afin de présenter les principales étapes du projet jusqu'à aujourd'hui et les échéances à venir. Il conviendra également de trouver une date pour une intervention sur les risques d'intrusion accidentelle dans un stockage et ses conséquences en terme de sûreté. Il est également demandé de proposer des créneaux pour des visites du laboratoire et du site de Saint-Dizier (essai sur les scellements).

M. CANOVA évoque le projet de loi relatif à la transition énergétique et ses versions successives. L'article consacré au projet de stockage (qui prévoyait notamment que les conditions de la réversibilité seraient fixées par décret, alors qu'une loi est normalement prévue) ne serait finalement plus dans le projet.

M. JAQUET signale la parution en juin du rapport n°8 de la CNE, qui revient donc à son calendrier habituel. Mlle COLON souligne les réserves de la CNE sur plusieurs points du programme de recherche de l'ANDRA. Un chapitre entier est par ailleurs consacré à la réversibilité.

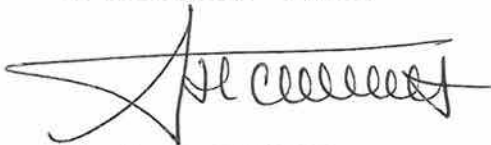
5) Questions diverses

- M. CANOVA s'interroge sur ce qui s'est passé au WIPP (centre de stockage souterrain de déchets MAVL dans le sel au Nouveau-Mexique). Mlle COLON précise que les informations disponibles à ce jour (peu nombreuses) font état de deux accidents distincts et sans lien : d'une part l'incendie d'un véhicule mal entretenu, d'autre part un relâchement radioactif dû à des négligences. La dernière publication de l'IRSN sur ce sujet date de mars.
- M. LHERITIER souhaite obtenir (via le CLIS si cela peut rentrer dans ses missions) des informations relatives à la plate-forme de transit de Void-Vacon exploitée par AREVA, qui accueille des transports de déchets nucléaires (ce qui n'est pas le cas à Velaines). Pour M. FERAT, il faudrait connaître le statut de cette zone, qui n'est pas une INB. Un courrier sera adressé à Mme la Préfète pour avoir des éléments de réponse.

- M. CORRIER propose que les travaux de la commission « Environnement-santé » portent également sur l'enquête alimentaire réalisée par l'ANDRA.
- M. FERAT transmettra au CLIS plusieurs exemplaires de la synthèse du rapport d'activités 2013 de l'ASN.
- La prochaine AG aura lieu en octobre avec des interventions de représentants du BRGM et de l'IRSN sur la géothermie.

A Bure, le 22/09/14

Le Président du Comité,



Jean-Louis CANOVA